

Dossier d'autorisation d'urbanisme

97441816A0161

Sainte Marie - La Réunion

Type

Permis de construire

État

Autorisé

Autorisation

15/12/2016

Surface créée

84 m²

Surface démolie

0 m²

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 05/08/2026 à 14:26 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	97441816A0161
Type	Permis de construire
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	Nouvelle construction
Destination	Bureaux
Demandeur	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE TIMUR
SIREN / SIRET	382921773 / 38292177300000

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2016
Autorisation	15/12/2016
Décision	15/12/2016
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2016-12
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	2016-12

Localisation

Adresse	32 RUE MICHEL ANGE SAINTE MARIE 97438
Commune	Sainte Marie (97418)
Département	La Réunion (974)
Région	La Réunion (04)
Code postal	97438
Parcelles cadastrales	AY 598, AY 743, AY 745

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
Habitation	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²
Locaux	34.382 m ²	42 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²
Commerce	34.382 m ²	42 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²
Agricole	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²
Service public	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	Permis de construire
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	Nouvelle construction
Nature complétée	Nouvelle construction
Destination principale	Bureaux
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	Non
Surélévation	Non

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f23d65f-7142-4ac5-94c1-077b028255bf
Première importation	19/05/2026 10:08
Dernière observation	02/08/2026 04:19

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE TIMUR	382921773	Société du permis
ERNST & YOUNG ET AUTRES	438476913	Commissaire aux comptes titulaire
EXCO SOCODEC	400726048	Commissaire aux comptes titulaire
BERNARD GROUSSIN	-	Commissaire aux comptes suppléant
BENEDICTE BREANT (DELIENS)	-	Commissaire aux comptes titulaire
OLIVIER GALLEZOT	-	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-ROCH MICHEL VARON	-	Président de SAS
MERCIALYS PARTICIPATIONS	890154016	Gérant
MERCIALYS	424064707	Président de SAS
ARNAUD LE MINTIER DE LA MOTTE BASSE	-	Administrateur
DOMINIQUE DELOCHE DE NOYELLE (DUDAN)	-	Administrateur
JEAN-LOUIS CONSTANZA	-	Administrateur
MAËL Aoustin	-	Administrateur
PASCALE ROQUE (FOULON)	-	Administrateur
STÉPHANIE BENSIMON	-	Administrateur
VICTOIRE BOISSIER	-	Administrateur
VINCENT RAVAT	-	Directeur Général, Administrateur
ERIC LE GENTIL	-	Président du conseil d'administration
POINT CONFORT	306139064	Autre
ERNST & YOUNG ET AUTRES	438476913	Commissaire aux comptes titulaire
MERCIALYS	424064707	Président de SAS

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.